

## Zoom Zone trouble autour de Tchernobyl



L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a-t-elle pu étudier en toute indépendance les retombées de la catastrophe de Tchernobyl sur la santé de centaines de milliers de personnes irradiées ? Voilà presque trois ans qu'un collectif d'associations antinucléaires suisses et françaises, Independent WHO (le sigle anglais de l'OMS), manifeste du lundi au vendredi de 8 à 18 heures, près du siège de l'OMS à Genève. Il dénonce la manière dont les conséquences de Tchernobyl ont été minimisées, en raison, estiment-ils, d'un accord signé le 28 mai 1959 entre l'OMS et l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA).

L'article 1 § 3 de cet accord stipule que, " *chaque fois que l'une des parties se propose d'entreprendre un programme ou une activité dans un domaine qui présente ou peut présenter un intérêt majeur pour l'autre partie, la première consulte la seconde en vue de régler la question d'un commun accord* ". Selon Independent WHO, cette collaboration s'est organisée au profit de l'AIEA, dont la mission est la promotion du nucléaire civil. En avril 1996, l'agence de Vienne avait établi le premier bilan dans un document cosigné par l'OMS. Revu à la hausse en septembre 2005, il fait état d'une cinquantaine de morts, neuf décès d'enfants de cancers de la thyroïde et 4 000 cancers.

Les chercheurs indépendants qui ont mené des études sur les populations victimes de contaminations chroniques à faible dose de césium 137 jugent ces chiffres ridiculement bas. En 1995, lors d'une conférence de l'OMS sur la question, 700 experts étaient présents, dont certains très alarmistes. Les actes du colloque n'ont toujours pas été totalement publiés. L'OMS, sollicitée par *Le Monde*, a ressorti des tiroirs une " prise de position " de 2001 qui rejette toutes les accusations de subordination à l'AIEA.

**A. Du.**

© Le Monde

---

◀ **article précédent**

Reportage A Genève, là où...

**article suivant** ►

Portrait Margaret Chan, une carrière...